

# Bilinguisme: un rappel urgent

## Grand Conseil

A l'initiative du Tramelot Hervé Gullotti, dont la motion a été acceptée en mars 2023, la Journée du bilinguisme a été mise sur pied, ce lundi. On a plus ou moins joué le jeu à la tribune.

Dan Steiner

Agrarien bon tient d'Unterlangenegg, dans les hauts de Thoune, Samuel Krähenbühl avait été l'un des rares UDC à voter oui à la motion de son confrère député au Grand Conseil Hervé Gullotti. Ils étaient sept, au total. Début mars 2023, le socialiste tramelot avait lancé l'idée de perpétuer la Journée du bilinguisme au Rathaus, où les élus et élus francophones expriment leurs idées dans la langue de Molière depuis plus de deux siècles. Avec plus ou moins d'écoute. Avec son bagout, Samuel Krähenbühl l'avait clamé dans le style caractéristique des orateurs que l'on suit de toute manière d'une oreille, cette initiative n'allait pas coûter grand-chose au Canton. La majorité de l'hémicycle l'avait écouté. Donc suivi.

Ce lundi, en partenariat avec l'association BERN bilingue et le Forum du bilinguisme, dont le siège est à Bienne, on est passé de la parole aux actes, les parlementaires cantonaux ayant été invités à franchir la barrière de röstli au micro. Ou ailleurs dans l'auguste bâtiment. Chère journée? Certainement pas. Utile? Directrice du Forum du bilinguisme, Virginie Borel le pense



Avec l'Hôpital de l'Île ou le Centre hospitalier de Bienne (photo), la pause de midi a été l'occasion de discuter du bilinguisme dans les soins, thème toujours sensible pour le grand public. archives Frank Nordmann

sincèrement. «Il est tellement important de mettre régulièrement en avant les thèmes qui sensibilisent les députés. Le bilinguisme, c'est Sisyphe! Si l'on y revient chaque année, on le voit, on le vit et c'est une chance que cela soit compris par davantage de gens à chaque fois.»

### «Ich verstehe nur Bahnhof»

Ecologiste de la capitale, Manuel Widmer s'avance vers le pupitre, portant la voix de son groupe sur la première lecture à l'introduction d'une loi régissant enfin la participation du Canton à BLS SA et ses filiales, législation aujourd'hui inexistante (lire aussi par ailleurs). Un jalon pas anodin dans la vie politique bernoise, une affaire pour laquelle un argumentaire clair est de mise. «Pour ne pas surcharger les traductrices, je vais m'exprimer en allemand. Que tout le monde comprenne, en commençant par moi-même.»

Comme lui, d'autres ont profité de cette Journée du bilin-

guisme pour faire un trait d'humour au micro. La plupart des oratrices et orateurs – pas tous, merci à eux – n'a toutefois pas dépassé les salutations d'usage dans l'autre langue, malgré l'appui des Services linguistiques centraux de la Chancellerie. «Je suis reconnaissant envers la présidente du Grand Conseil d'avoir mis sur pied cette demi-journée (réd: Dominique Bühler, Les Verts, Liebefeld)» salue Hervé Gullotti. L'auteur de la motion précitée espère bien que cette initiative se perpétue. «Le bilinguisme reste un élément important et une carte de visite pour le canton. C'est également une manière de reconnaître qu'y vivent des francophones qui ne parlent que le français.»

Le maire de Tramelan, qui quittera à la fin du mois un Législatif qu'il a présidé durant une année, devenant l'un des rares premiers citoyens francophones du canton de Berne, voit surtout dans la défense de la

minorité linguistique un devoir. «Ce n'est pas un privilège ou une faveur que l'on accorde. On a tendance à l'oublier un peu vite, mais la paix civile vaut tous les budgets du monde.» Une paix confédérale, cantonale, que la compréhension de l'autre, de sa langue et de sa culture, contribue aussi à cimenter. Un bilinguisme qui permet aussi, entre autres, à Berne de faire partie de conférences intercantionales à l'est comme à l'ouest du pays, solidifiant encore son rôle de pont.

### Risques et opportunités dans le domaine des soins

Cette Journée du bilinguisme ne s'est néanmoins pas cantonnée à un encouragement à parler l'autre langue à la tribune. Outre midi, la délicate question du bilinguisme dans le domaine des soins, secteur que l'on sait déjà touché par des difficultés à recruter du personnel qualifié, a été abordé par le conseiller d'Etat Pierre Alain Schnegg,

## La loi sur BLS sur de bons rails

Le Grand Conseil veut davantage de contrôle sur l'entreprise BLS que ce que propose le Gouvernement. Il a accepté lundi en première lecture les propositions faites par la Commission de gestion sur la nouvelle loi BLS. La version plus robuste a été plébiscitée par 151 voix et 3 abstentions. Le Conseil exécutif devra donc revoir sa copie et soumettre une nouvelle proposition.

L'objectif de la nouvelle législation est de régler la participation du Canton dans BLS et de garantir une offre de transports publics appropriée, une telle loi n'existant pas actuellement. En tant qu'actionnaire principal, Berne a une responsabilité à assumer, a indiqué la présidente de la Commission de gestion, Regina Fuhrer-Wyss (PS). La mouture présentée par le Conseil exécutif constituée une occasion manquée, avait pour

sa part lancé Samuel Leuenberger (UDC), la semaine passée.

Le Canton, en tant qu'actionnaire majoritaire de BLS SA et minoritaire de BLS Netz AG, doit avoir son mot à dire sur leurs activités. L'une des propositions adoptées stipule que BLS ne peut s'engager dans des domaines sans lien direct à sa mission principale, les transports. La nouvelle loi doit en outre régler la rémunération de la direction.

Cette nouvelle loi répond notamment à un scandale, éclaté en 2019, qui avait coûté sa place au directeur de BLS d'alors, Bernard Guillelmon. Il était alors ressorti que BLS SA avait touché pendant des années des subventions trop élevées de la part de la Confédération et du Canton. L'entreprise avait alors dû rembourser 43,6 millions de francs à l'Office fédéral des transports. ats-dsh

directeur cantonal de la Santé, le président du conseil d'administration de l'Insel Gruppe, Bernhard Pulver, la responsable communication et marketing du Centre hospitalier de Bienne (CHB), Marie-Pierre Fauchère, ainsi que Virginie Borel.

Personne n'ignore en effet la nécessité de prodiguer conseils et soins dans la langue des patients. «C'est d'autant plus vrai qu'un hôpital est un lieu exceptionnel», fait remarquer Marie-Pierre Fauchère. «Un lieu dans lequel l'on pénètre en étant souvent fragilisé et qui suscite des craintes. Et où il est primordial que la patientèle soit rassurée dans sa langue, ou tout du moins écoutée», poursuit la porte-parole du CHB, institution labellisée pour son bilinguisme depuis 2015, recertifiée en 2021. Preuve que cette thématique n'est pas un vain mot pour l'hôpital biennois, Marie-Pierre Fauchère indique que, en quelques an-

nées, le CHB est passé de 21 à 37% de francophones parmi son personnel.

Côté cantonal, Pierre Alain Schnegg a par ailleurs rappelé l'ouverture récente du Centre de formation de Bellelay. Dans l'ancienne abbaye, Berne permet à des personnes issues de la migration non seulement d'améliorer leur intégration, mais également de pallier la pénurie qui règne dans le domaine des soins. Quant à la difficulté de recruter du personnel médical bilingue dans un environnement où le manque est latent, le citoyen de Champoz y voit une opportunité. «Prenez une infirmière de garde qui ne parlerait que l'une des deux langues; on ne peut évidemment pas doubler ce poste, pour cette raison, ni d'autres. Ce serait impayable. Mais le bilinguisme a cela de positif qu'il permet d'élargir le bassin de recrutement.» Tabler sur le français et/ou l'allemand, c'est une région d'autant plus vaste dans laquelle ratisser. Oder?

PUBLICITÉ



« Une nature saine est vitale pour nous, les humains, pour la production alimentaire, la protection contre les dangers environnementaux et l'adaptation au réchauffement climatique. »

OUI à l'Initiative biodiversité

urs-scheuss.ch



Urs Scheuss, le candidat de l'environnement, au Conseil municipal de Bienne le 22 septembre

Pour une mobilité d'avenir



BIENNE SOLIDAIRE

DIE ROT-GRÜNE KRAFT